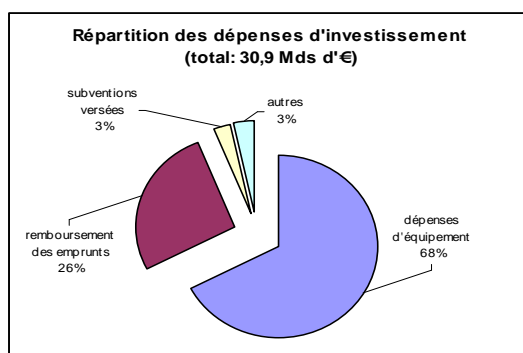


# Analyse de l'investissement

## Le dynamisme des dépenses d'équipement se poursuit en 2006.

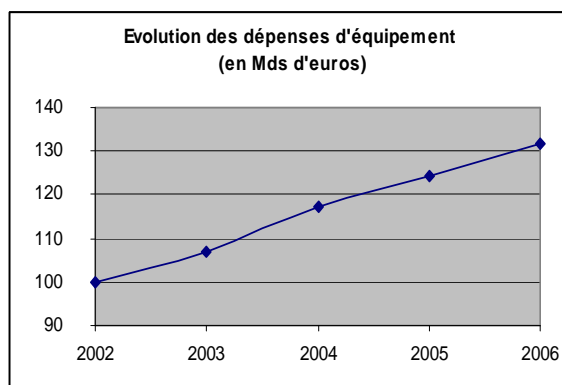
Les dépenses totales d'investissement des communes s'élèvent en 2006 à 30,9 milliards d'euros. Elles sont en hausse de 7,4% par rapport à 2005.



## Les dépenses d'équipement augmentent de 7,8% par rapport à 2005.

Les communes sont le premier investisseur du secteur public local. Leurs dépenses d'équipement représentent 56% du total investi par les collectivités locales.

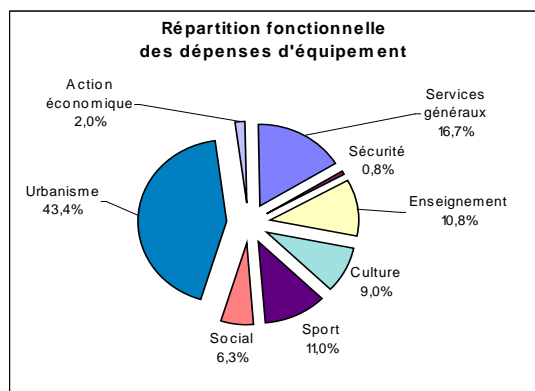
Les dépenses d'équipement s'élèvent à 20,9 milliards d'euros et sont en hausse de 7,8% par rapport à 2005. Ce dynamisme ne se dément pas depuis 2003.



L'obligation de mise aux normes européennes des infrastructures d'assainissement d'eau et de retraitement des déchets et les travaux d'accompagnement des logements neufs contribuent notamment à ce niveau élevé d'investissement.

Plus généralement, la forte croissance de l'indice des prix du BTP a des répercussions sur les coûts et impacte les dépenses d'investissement par le canal d'un effet prix.

Les besoins en équipement varient selon la taille des communes. La voirie apparaît prioritaire pour les communes rurales. Les moyennes et grandes villes concentrent leurs efforts sur l'urbanisme et le logement (cf baromètre AMF- caisse d'épargne). Ces préoccupations se retrouvent dans la répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement. Cette dernière fait apparaître la part prépondérante prise par l'aménagement et les services urbains (fonction 8 de la nomenclature M14) : 5,1 milliards d'euros y sont consacrés en 2006.



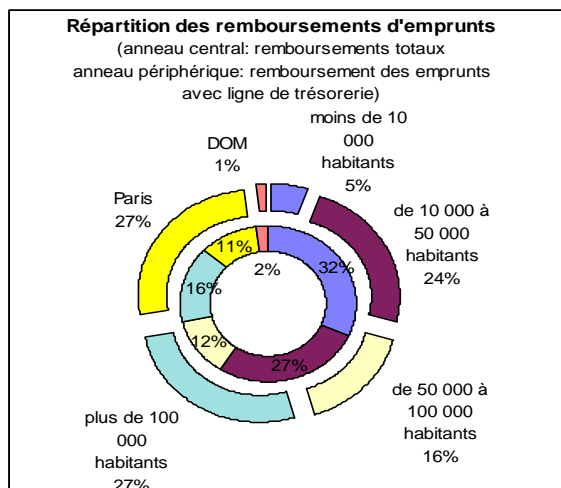
Les communes de plus de 10 000 habitants, de métropole et outre mer, ont aussi investi pour le sport et l'enseignement à hauteur respectivement de 1,3 et 1,2 milliard d'euros.

## Les remboursements d'emprunts diminuent de 0,4% par rapport à 2005.

Les dépenses enregistrées au titre des remboursements d'emprunt représentent près du quart des dépenses d'investissement et s'élèvent en 2006 à 8,1 milliards d'euros. Elles sont en baisse de 0,4% par rapport à 2005.

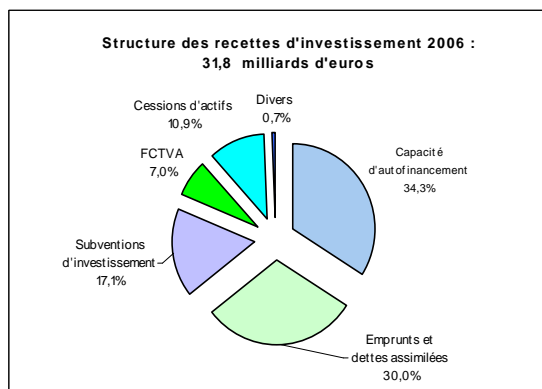
Une partie des remboursements (2,6 milliards d'euros) sont consécutifs à la souscription d'un emprunt assorti d'une ligne de trésorerie. Ce type de financement permet de disposer d'instruments d'optimisation de la gestion de la trésorerie. Il est principalement souscrit dans les grandes villes. Ainsi, Paris et les villes de plus de 100 000 habitants représentent 54% des remboursements totaux pour ce type d'emprunt alors qu'elles ne contribuent pour 27% au total des remboursements tous emprunts confondus.

A l'opposé, les dépenses relatives au remboursement d'emprunt des villes de moins de 10 000 habitants représentent 32% du total pour ce type de dépense, mais leur part dans le total des remboursements afférents à des emprunts assortis de ligne de trésorerie n'est que de 5%.



## Les recettes d'investissement continuent de croître à un rythme soutenu.

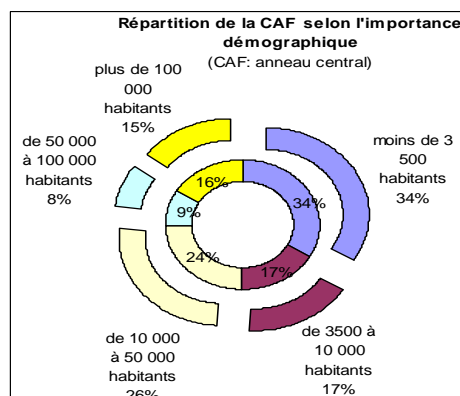
Les recettes d'investissement s'élèvent en 2006 à 31,8 milliards d'euros. Elles sont en hausse de 7,4% par rapport à 2005. Cette augmentation est la plus importante enregistrée depuis 2003.



## La capacité d'autofinancement est la première ressource d'investissement des communes.

Avec 10,9 milliards d'euros, la capacité d'autofinancement représente plus du tiers des recettes d'investissement. Mais cette part est en diminution : elle était de 35,6% en 2005.

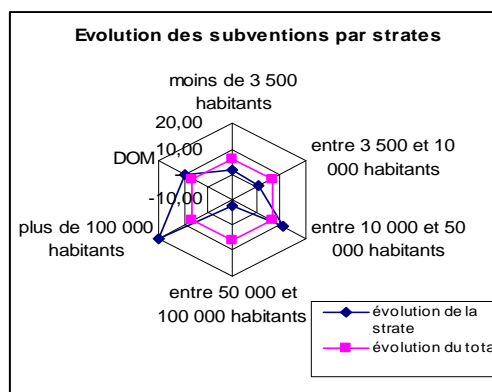
En outre, elle est également répartie selon la taille démographique des communes. Ainsi, les communes de moins de 3 500 habitants concentrent 34% du total de la CAF et de la population.



## Les ressources d'investissement hors emprunt connaissent une forte progression (+15,4%).

Les ressources d'investissement sont constituées à 96% par les subventions d'investissement et les recettes enregistrées au titre du fonds de compensation de la TVA.

Les subventions d'investissement s'élèvent en 2006 à 5,4 milliards d'euros. Les communes de moins de 3 500 habitants sont bénéficiaires de 39% du total des subventions comptabilisées. Les villes de plus de 100 000 habitants en perçoivent 8%. Elles augmentent de 6% par rapport à 2005. Cette évolution est à nuancer selon l'importance démographique. Pour les communes de moins de 3 500 habitants, cette ressource stagne alors qu'elle augmente fortement pour les villes de plus de 100 000 habitants.



Le FCTVA progresse de 9,3% pour s'établir à 2,2 milliards d'euros. Cette évolution est à rapprocher du rebond de l'investissement constaté en 2004 (+ 11,1% entre 2003 et 2004).

## Les recettes d'emprunts enregistrent une progression plus modérée (+3,3%).

Les communes ont enregistré 9,5 milliards de recettes au titre des nouveaux emprunts en 2006 dont 2,8 au titre des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie. Ces recettes progressent de 3,3%. Il s'agit de la hausse la plus modérée constatée depuis 2002.

## Evolution du solde financier des communes avant emprunt (en millions d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Fonctionnement</b>					
Produits réels de fonctionnement (p)	61 910	63 055	64 403	66 095	67 845
Charges réelles de fonctionnement (c)	52 457	52 806	53 977	55 534	56 924
<b>Capacité d'autofinancement (a)</b>	<b>9 453</b>	<b>10 249</b>	<b>10 426</b>	<b>10 561</b>	<b>10 921</b>
<b>Investissement</b>					
Ressources d'investissement hors emprunt (r)	8 061	8 713	9 162	9 838	11 354
Emplois d'investissement hors dette (d)	16 419	17 683	19 409	20 653	22 816
<b>Déficit (d-a-r-v) (1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>254</b>	<b>541</b>
<b>Excédent (r+a+v-d) (2)</b>	<b>1 095</b>	<b>1 279</b>	<b>179</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Couverture du déficit</b>					
Variation de dettes à long et moyen terme				1 096	1 436
Variation du fonds de roulement				842	895
<b>Emploi de l'excédent</b>					
Variation de dettes à long et moyen terme	-351	-211	355		
Variation du fonds de roulement	743	1 068	535		

(1) si emplois > ressources (hors dette)

(2) si emplois < ressources (hors dette)

### Pour la deuxième année consécutive, les communes dégagent un besoin de financement.

Si la capacité d'autofinancement (+3,4%) et les ressources d'investissement hors emprunt (+15,4%) sont restées dynamiques, les emplois d'investissement hors dette ont eux aussi augmenté de manière significative (+7,4%). En conséquence, les communes dégagent pour 2006 un besoin de financement de 541 millions d'euros.

Ce besoin de financement est doublé par rapport à celui de l'année précédente. Les communes doivent donc recourir à l'emprunt pour assurer le financement de leur investissement. Il en résulte une augmentation des dettes à moyen et long terme de 1,4 milliards d'euros.

Toutefois, la variation de l'encours de la dette est supérieure au besoin de financement car dans le même temps, les communes ont accru leur fonds de roulement de 895 millions d'euros.

